

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 Dijon

Dijon, le 17/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SPTP SAS**

16 rue du Canal  
BP 10  
21170 Saint-Usage

Références : 2025-319  
Code AIOT : 0005401087

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2025 dans l'établissement SPTP SAS implanté 16, rue du Canal 21170 Saint-Usage. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite de récollement suite à l'intervention ADEME de travaux d'office cadrée par l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2022.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SPTP SAS
- 16, rue du Canal 21170 Saint-Usage
- Code AIOT : 0005401087

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SPTP a exercé sur ce site des activités de fabrication de panneaux de bois entre 2005 et 2016. Elle y avait repris une partie de l'activité et des terrains d'un précédent exploitant, la société UNALIT, soumise à autorisation par AP du 1er septembre 1988, notamment pour son installation de combustion ainsi que ses activités de cuisson ou séchage à froid des vernis, peintures, encres d'impression à base de solvants.

A noter qu'une autre partie des terrains de l'ancien exploitant, occupés par un dépôt d'hydrocarbure actuellement en friche et toujours présents aujourd'hui en contiguïté, n'a pas été reprise et ne fait pas partie du site SPTP.

Le 29 novembre 2016, le Tribunal de Commerce de Dijon prononce la résolution du plan de redressement ainsi que la liquidation judiciaire de la société SPTP ; et désigne comme liquidateur la société civile professionnelle Véronique THIEBAUT.

Le 28 novembre 2018 le préfet met en demeure la SCP Véronique THIEBAUT - Société SPTP de notifier la cessation définitive d'activité en indiquant les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site, dans un délai d'un mois, et de placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de six mois. Des actions sont alors mises en œuvre par le liquidateur, accompagné du bureau d'études TAUW France, comme le retrait des sources radioactives, de certains déchets toxiques, ainsi que la réalisation d'un diagnostic de pollution.

Malgré ces actions, et constatant lors d'une visite d'inspection le 26 octobre 2020 que tous les produits dangereux ou déchets présents sur site n'avaient pas été évacués, l'inspection des installations classées a considéré qu'il n'avait pas été déféré à la mise en demeure, et proposé au préfet l'application de la procédure de consignation prévue à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Le 18 janvier 2021, un AP de consignation d'un montant de 218 450 €TTC est pris par le préfet de la Côte-d'Or à l'encontre de la SCP Véronique THIEBAUT - Société SPTP. Par son courrier du 18 mai 2021 le liquidateur déclare son insuffisance de fond.

La DREAL a sollicité l'ADEME par son courriel du 2 juin 2021 afin d'intervenir sur la mise en sécurité du site « SPTP » à Saint -Usage (21).

Un arrêté préfectoral de travaux d'office a été pris le 27 janvier 2022 par le préfet de la Côte-d'Or afin de confier à l'ADEME la mise en sécurité du site.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Évacuation déchets	Arrêté Préfectoral du 27/01/2022, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PCB	Arrêté Préfectoral du 27/01/2022, article 1	Sans objet
3	Analyse eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 27/01/2022, article 1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des opérations de mise en sécurité visé dans l'article 1 de l'arrêté de travaux d'office du 27 janvier 2022 a été réalisée par l'ADEME. Le détail des éléments évacués sur sites ainsi que les bordereaux de suivi de déchets dangereux évacués restent à transmettre à l'inspection des ICPE.

Une éventuelle phase de surveillance environnementale pourra être proposée sur la base du compte rendu d'intervention terminé qui sera rédigé par l'ADEME et transmis à l'inspection des ICPE suite aux travaux réalisés.

Un projet d'aménagement est en cours sur le site par le nouvel acquéreur (panneaux photovoltaïques et bâtiment d'habitation). Il a été informé de ses obligations vis-à-vis des attestations à fournir (ATTES-ALUR) dans le cadre du changement d'usage sur un ancien site industriel non-régulièrement réhabilité. Le site est par ailleurs proposé pour un classement en Secteur d'Information sur les Sols pour conservation de la mémoire des pollutions présentes sur le site.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : PCB

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Il sera proposé, aux frais des personnes physiques et morales responsables du site, à l'exécution des évaluations ou travaux suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. évacuer et éliminer le transformateur potentiellement pollué aux PCB situé au niveau du poste électrique ;</li> <li>2. faire une levée de doute afin de vérifier si d'autres transformateurs / condensateurs contenant des PCB sont toujours présents sur le site et, les évacuer et les éliminer le cas échéant ;</li> </ol>
<p><b>Constats :</b></p> <p>- Des sondages avec notamment analyse des PCB ont été réalisés au droit des 5 emplacements :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Poste transformateur EDF (vandalisé) : sondages S26, S26A à S26E à mise en évidence d'un impact en HCT C10-C40 entre 1,3 et 4 m de profondeur avec teneur maximale de 3 400 mg/kg, qui a pu être délimité verticalement et horizontalement.</li> </ul> <p>La gestion de cet impact dans les sols est décrite dans le plan de gestion et sera faite dans le cadre de l'aménagement du site par TSE (nouveau porteur de projet sur le site).</p>

- Poste A (transformateurs 1 et 3 vandalisés) : Sondages S28 et S29 à absence de quantification de PCB.
- Poste B (transformateur 4 vandalisé et 5 non vandalisé) : Sondage S25 à absence de quantification de PCB.

- Les bordereaux de suivi des transformateurs ont été présentés à l'inspection des ICPE par l'ADEME dans leur envoi du 18 juin 2025. Ils n'appellent pas de remarques particulières. Il n'y a pas eu d'enregistrement sur Trackdéchets, car il n'y avait pas d'obligations à ce niveau-là lors de la création de ces bordereaux en avril 2022.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Évacuation déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/01/2022, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mise en sécurité

### Prescription contrôlée :

Il sera proposé, aux frais des personnes physiques et morales responsables du site, à l'exécution des évaluations ou travaux suivants :  
[...]

3. évacuer et éliminer les déchets dangereux ainsi que les déchets présentant un risque d'incendie présents sur le site ;

4. faire une levée de doute afin de vérifier si des déchets dangereux, dans les parties et/ou installations inaccessibles lors de la visite d'inspection du 20 juillet 2021, sont présents et, les évacuer et les éliminer le cas échéant ;

### Constats :

L'ensemble des déchets, produits dangereux ou éléments présentant un risque d'incendie repéré dans les études préalables sur sites a été évacué, incluant :

- 180T de déchets dangereux divers ;
- 100T d'hydrocarbures divers ;
- 15T de résine phénol.

Un détail complet des évacuations est attendu dans le rapport de fin de travaux, avec les bordereaux de suivi de déchets.

Une canalisation de fioul lourd courant depuis la cuve aérienne de 485 m<sup>3</sup> située en partie Est du site, partant en direction du canal et passant sous la route communale le long du canal (extérieur du site), difficilement accessible, a été curée grossièrement avec un traitement thermique. Le fioul lourd résiduel sous forme pâteuse dans la canalisation ne présente a priori pas de risque de dispersion à moyen terme dans l'environnement.

La cuve en elle même et les canalisations accessibles ont été curées et ouvertes afin de laisser une

circulation d'air tout en prévenant l'entrée d'eau gravitaire et d'animaux.

Des levées de doute ont été menées sur l'ensemble du site, et plusieurs zones non repérées dans les études préalables ont été traitées, notamment :

- une zone inondée en partie basse de l'usine, avec 100 m<sup>3</sup> d'eau souillée qui ont été traitées sur site avant rejet au milieu des eaux traitées et évacuation des polluants filtrés, selon les termes du porter à connaissance transmis par l'ADEME à l'ICPE le 7 février 2025 ;
- une fosse de vidange de véhicule qui a été vidée et curée.

L'intérieur des bâtiments du site présentent encore de nombreuses souillures au niveau des dalles bétons, rétentions et fosses. De nombreux débris et copeaux de bois souillés restent présents sur de nombreux sols et surfaces du site. Néanmoins les objectifs de l'intervention ADEME visés dans l'arrêté du 27 janvier 2022 ont été respectés.

Les informations disponibles concernant les pollutions résiduelles sur site ont été portées à la connaissance du public du 01/04/2025 au 31/05/2025 par le biais de la consultation du public menée dans le cadre du projet de classement du site en Secteur d'Information sur les Sols. De plus un historique des interventions sur site et des éléments portés à la connaissance de l'inspection des ICPE a été versé dans une fiche informations SSP, accessible au public par le biais du site Géorisques (BASOL).

Un porter à connaissance sera réalisé par l'inspection des ICPE auprès de la commune de Saint-Usage concernant la canalisation souillée située sous la voirie communale en bordure de canal.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'ADEME devra détailler l'ensemble des évacuations de déchets dans son rapport de fin de travaux qui sera transmis à l'inspection des ICPE, ainsi que transmettre les bordereaux de suivi de déchets dangereux liés à ces évacuations.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : Analyse eaux souterraines**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/01/2022, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Suivi environnemental

**Prescription contrôlée :**

Il sera proposé, aux frais des personnes physiques et morales responsables du site, à l'exécution des évaluations ou travaux suivants :

[...]

5. procéder à la recherche de puits privés dans les habitations les plus proches situées en aval hydraulique direct du site. En cas d'utilisation de ces puits privés pour des usages sensibles, deux campagnes de mesures de la qualité des eaux souterraines seront menées (notamment recherche de COHV, d'hydrocarbures totaux et de BTEX) afin d'évaluer la compatibilité entre l'état des eaux souterraines et les usages constatés.

## Constats :

Pour rappel : Le rapport R001-1620986GAT-V02 du 20/09/2023 de la société TAUW présente la campagne de repérage des puits situés en parcelles privées en aval du site. Suite à cette campagne, 6 puits privés ont été identifiés en aval du site, dont 2 présentant des usages agricoles. Des analyses ont été menées en avril 2023 sur 3 piézomètres sur site et sur les 6 puits privés en aval du site précédemment mentionnés. Aucune détection de contamination, notamment en COHV, COT, HCT ou BTEX, n'a été relevée sur les 6 puits privés.

La précédente campagne de mesure des eaux souterraines sur site en 2023 avait mis en évidence des concentrations en dichloroéthylène (6 g/L), dichloroéthène (6 g/L), et chlorure de Vinyle (0,7 g/L) au droit du piézomètre n°2 sur site, sans que le schéma conceptuel ne mette en évidence de voie d'exposition potentielle vers les usagers des eaux souterraines hors-site. Ces éléments devaient être confirmés par une campagne complémentaire de surveillance en 2024.

Deux campagnes de prélèvements d'eaux souterraines ont été réalisés le 25 mars et 27 mai 2024 par la société SCE (mandatée par le futur aménageur du site, TSE). Les résultats d'analyse mettent en évidence les éléments suivants :

- **Chlorure de vinyle** : Présence au droit du piézomètre PZ2, avec un dépassement de l'arrêté ministériel du 11/01/2007 (Annexe I) pour 3 campagnes de mesure sur 4, la campagne 2023 (campagne réalisée par Tauw) et en 2024. Les concentrations ont augmenté entre avril 2023 et mars 2024 puis ont diminué de moitié entre la campagne de mars 2024 et mai 2024. Ces concentrations étaient respectivement de 0,7, 3,6 et 1,8 g/L. Ces valeurs sont entre 1 et 7 fois supérieures à la valeur de référence qui est de 0,5 g/L. Au droit de PZ3, la présence de chlorure de vinyle a été détectée lors de la campagne de 2018, avec une concentration de 15 g/L supérieure à la limite de référence de 0,5 g/L de l'arrêté du AM du 11/01/2007 mise à jour AM du 30/12/2022, Annexe I-I, aucune trace n'a été détectée lors des campagnes suivantes.
- **COHV (autre que chlorure de vinyle)** : Lors des deux campagnes de mesures réalisées en 2024, aux piézomètres PZ2 et PZ3, avec des concentrations inférieures aux seuils des arrêtés du 17/12/2008 et du 11/01/2007. Des COHV à l'état de trace au droit du PZ6, ont été détectés, lors de la campagne de mesure de mars 2024.
- **Arsenic** : Au droit du piézomètre PZ2, avec des concentrations divisées par deux entre les deux campagnes de mesures réalisées par SCE en 2024. Les valeurs mesurées sont respectivement de 38 et 17 g/L. Ces concentrations sont supérieures aux seuils de l'arrêté du 17/12/2008 sur la qualité chimique des eaux et de l'arrêté ministériel du 11/01/2007 (Annexe I), qui sont tous deux de 10g/L.
- **HAP et métaux** : Présence à l'état de traces.
- **BTEX, PCB et d'hydrocarbures totaux C10-C40** : Absence significative.

***Un phénomène probable de dilution de la pollution en COHV présente au droit du PZ2 est observée en période de hautes eaux (mesures effectuées au premier semestre 2024).***

Il a pu être établi la présence d'arsenic et de chlorure de vinyle au droit du piézomètre PZ2 en concentration moindre que celles mesurées lors des campagnes de mesures antérieures à 2024. Les investigations n'ont pas permis de mettre en évidence la localisation précise d'une source potentielle de solvant chloré au droit du site dans les sols et gaz du sol, pouvant impacter les eaux souterraines. De ce fait, la source potentielle de solvants chlorés est possiblement une source localisée de faible étendue et liée à un déversement accidentel.

Ces pollutions étaient considérés comme compatibles avec un usage industriel selon le rapport R001-1620986GAT-V02 du 20/09/2023 de la société TAUW. Les campagnes de 2024 viennent confirmer ce constat.

Un plan de gestion a été établi par le futur aménageur du site (TSE) sur la base des diverses études réalisées sur les pollutions de sols, eaux souterraines et gaz de sol réalisées sur le site, pour un usage d'implantation de parc photovoltaïque. Il préconise notamment le traitement des sources concentrées en HCT par excavation et évacuation ou traitement sur site, ainsi qu'une surveillance des eaux souterraines.

**Type de suites proposées :** Sans suite